



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 24 septembre 2024

Nombre de membres en exercice : 27  
Nombre de présents : 20  
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 13 septembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-quatre septembre à quinze heures cinquante-quatre, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Absents excusés :

Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre),  
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus),  
Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua),  
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)

Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage).

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Approbation du plan de financement actualisé du poste de cheffe de projet marais de la Seudre

*Protection et mise en  
valeur de  
l'environnement*

Monsieur le Président expose :

La Communauté d'Agglomération Royan Atlantique (CARA) et la Communauté de Communes du Bassin de Marennes (CCBM), dans le cadre de l'Entente intercommunautaire pour le marais salé de la Seudre,

animent une démarche de mise en valeur et de préservation de ce territoire.

A cet effet, la CCBM porte pour le compte de l'Entente le poste de cheffe de projet « Marais de la Seudre ».

Le plan de financement prévisionnel, validé par délibération n°2022/CC08/06 de la CCBM et par délibération n° CC-221215-I3 de la CARA, prévoyait de solliciter le concours de partenaires financiers sur le poste de cheffe de projet.

Une pré-demande a été déposée auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine le 25 novembre 2022 au titre du programme inter-fonds européens, pour laquelle le Groupe d'Acteurs Locaux « Iles et Estuaires Charentais » a émis un avis favorable le 13 février 2024. Les dernières instructions des services régionaux ont permis de préciser le plan de financement du poste de cheffe de projet :

BUDGET PREVISIONNEL DU 01/01/2023 AU 31/12/2025			
Dépenses (€)		Recettes (€)	
Salaire sur 3 ans (poste chargé)	160 500 €	Région Nouvelle-Aquitaine – FEDER (80%)	152 796 €
Frais indirects (forfait 15%)	24 075 €	Autofinancement (dont CARA 50% du reste à charge)	38 199 € (19 099,50 €)
Défraiement (estimation 4%)	6 420 €	(dont CCBM 50% du reste à charge)	(19 099,50 €)
TOTAL	190 995 €	TOTAL	190 995 €

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Après avoir entendu l'exposé du Président,

#### DECIDE

- D'approuver le plan de financement prévisionnel actualisé ;
- De solliciter le concours financier de la Région Nouvelle-Aquitaine et du FEDER ;
- D'autoriser le Président à signer tous les documents se rapportant à la présente décision.

#### ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président  
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance  
François SERVENT

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.